



L'ALTERMONDIALISTE

« d'autres possibles sont de ce monde »

« Si nous ne vivons pas nous-mêmes ce que nous sommes, qui le fera ? »

Traction animale dans le Tarn , Fortune et Vincent au travail :



Séverine et Vincent sont installés en maraichage bio depuis 1 an, délibérément sans label ils nous expliquent pourquoi, lire page 3 et 4. *Photo L'Altermondialiste*

La Révolution zapatiste - Organisation politique et sociale, pages 9 à 13

« Le génie d'un lieu » :

Quinson sur Verdon sous la Révolution Française pages 13 à 16

Réflexion sur le sport, en marge du conflit Guadeloupéen pages 5 à 7

EDITO

Avec l'été arrive le moment de se ressourcer, les festivals, rassemblements ou rencontres militantes et joyeuses ne manquent pas.

Cette année, en marge du Tour de France, l'Alter Tour ira d'est en ouest pour rejoindre « Notre-Dame-des-Landes » près de Nantes et le grand rassemblement de l'été : Camp Climat.

Si notre gouvernement poursuit son oeuvre de destruction massive, le militantisme bat son plein et, quoiqu'il arrive, la société mute, avec des semblants de retour en arrière qui n'en sont pas. Quoi de commun entre le paysan de jadis, labourant son champ, tous boeufs devant, et ces jeunes maraîchers choisissant et redécouvrant la traction animale avec un matériel moderne et parfaitement adapté, associant efficacité, proximité, avec l'élément nature et économie de moyens. N'est-ce pas la direction que devrait prendre l'ensemble de la production agricole, à l'aube d'un séisme sans précédent sur les ressources énergétiques.

Autre mutation en marche, celle de la démocratie : sachons apprécier l'extraordinaire expérience des 600 000 zapatistes tenant tête au gouvernement mexicain, qui mérite selon eux le qualificatif de « mauvais gouvernement ». Grâce aux recherches de François Warin, régálon-nous de ce pittoresque récit d'un petit village sous la Révolution Française. Quinson-sur-Verdon, charmante localité de Haute Provence, qui vécu à fond ce haut moment de notre histoire commune.

Claude Le Guerrannic

SOMMAIRE

Page 3 et 4 : Traction animale dans le Tarn, entretien réalisé *par Claude Le Guerrannic*

Page 5 à 7 : Le sport versus le poétique *par Bernard Sabathé*

Page 9 à 13 : Extrait du Compte Rendu de la soirée démocratie, exposé sur le Chiapas *par Jean Pierre Petit-Gras*

Page 13 à 16 : Quinson sur Verdon :Un petit village de Haute Provence sous la Révolution Française *par François Warin*

Lieux des dépôts-vente

Albi : Librairie Guillot

Cordes : Le Panier Naturel - Le Restaurant Comptoir des Iles et du Terroir

Gaillac : Librairie Noir sur Blanc - La Librairie associative B-A, BA et la boutique bio « Bio-maïel »

Graulhet : L'Ibère Familier

Mazamet : Le pot Ethique

Valdériès : Le Buvard d'O

Vaour : La Friperie

Villefranche d'Albigeois : Emmaüs

Lyon : librairie « A plus d'un titre »

L'Altermondialiste est un mensuel édité par l'association « Utopia citée » (prix de l'adhésion 10€)
Siège social : Au Village 81170 SOUEL

Directeur de la publication : Claude Le Guerrannic – Ont participé à la fabrication de ce numéro : Geneviève Decrop, Claude Le Guerrannic, Dominique Millet, Hendrick Patroons et Martine Varene

Contact : journal-altermondialiste.81@orange.fr tél : 05 63 56 27 46

dépôt légal - N° ISSN : 1966-902X

Séverine et Vincent se sont installés en maraîchage bio il y a un an, avec un précieux allié : Fortune, l'âne avec lequel ils travaillent la terre, ils répondent à nos questions :

L'Altermondialiste : pourquoi avoir choisi la traction animale pour travailler vos terrains ?

Vincent : c'est un concours de circonstances qui nous a amené sur la voie de la traction animale. Nous avons un projet de balade pour des enfants sur des ânes, ceux-ci avaient été acquis à plusieurs, j'avais aussi un vague projet agricole. A la suite de diverses rencontres j'ai découvert l'usage de la « kassine » venant de chez « Prommata ». « La kassine » est un porte-outil qui permet l'usage de toute sorte de matériel pour le travail de la terre, herse, griffe etc...J'ai pu en observer l'usage pendant 3 mois, cela m'a permis de me conforter dans l'idée que cela correspondait bien à mon projet de pratique agricole écologique.

L'Alter : peux-tu nous expliquer ce qu'est Prommata ?

Vincent : c'est une association qui vise à développer l'usage de ce matériel. C'est Jean Nolle, un ingénieur ayant beaucoup travaillé en Afrique qui est à l'origine de Prommata. Les programmes européens de développement agricole étaient parfaitement inadaptés aux réalités locales, ils excluaient les femmes et les vieux, il a donc réfléchi à du matériel simple et léger. Il a conçu la « Kassine » et le matériel qui allait avec. Ce porte-outil devait être facile à utiliser et à réparer. Au moment où « Prommata » a démarré, il y a eu un engouement pour la traction animale en France et « Prommata » a mis en place un programme de formation à la traction animale. J'ai d'ailleurs suivi une formation chez eux.

Le matériel de chez « Prommata » se distingue du matériel ancien dans le sens où la « kassine » (porte-outils) permet un changement aisé d'outil.

« Prommata » a un programme de formation plus complet pour l'Afrique, il comprend en plus de la traction proprement dite, l'apprentissage pour la fabrication et l'entretien. Le but étant de leur permettre le maximum d'autonomie à

moindre coût, l'absence de brevet permet aux pays d'Afrique et d'Amérique Latine de fabriquer ce matériel sans obstacle.

L'Alter : Quels sont les avantages de la traction animale ?

Vincent : un des avantages est d'éviter le tassement de la terre (argument très discuté), en particulier avec les ânes. On peut aussi travailler des terres même très pentues, comme c'était le cas autrefois. La simplicité et la robustesse du matériel ne demandent pas de compétence particulière, notamment en mécanique. Ensuite il y a évidemment l'indépendance par rapport au pétrole et la pollution atmosphérique qui est liée. Par ailleurs, les ânes sont très peu exigeants au niveau de leur nourriture, ils peuvent se contenter de friches. Avec un âne ou un cheval on peut continuer à se parler, écouter le bruit de la terre qui s'ouvre, avec un tracteur on ne s'entend plus.

Pour l'anecdote, il existe en Allemagne des fermes qui utilisent la traction animale en grand, avec six chevaux en même temps, à l'image de l'agriculture intensive. C'est toujours de l'agriculture écologique mais ce n'est plus tout à fait la même chose.

L'Alter : quelle est la surface de ton exploitation ?

Vincent : Installé près de Cordes sur Ciel, je dispose actuellement d'un demi hectare , je cherche d'autres surfaces pour pouvoir travailler à plusieurs, ce qui est plus aisé lorsque l'on pratique la traction animale.

L'Alter : comment se comporte un âne par rapport à un cheval ?

Vincent : l'âne a un caractère beaucoup plus indépendant, on ne peut pas le dresser comme un cheval, la relation de confiance et de compréhension mutuelle est donc

indispensable. Tu ne peux pas contraindre un âne à faire ce qu'il ne veut pas faire. A titre comparatif on le dit anarchiste par rapport au cheval qui serait plus ...ne vexons pas les amoureux du cheval (c'est Claude qui rajoute...)

L'Alter : Question qui va faire débat, pourquoi ne voulez-vous pas demander le label AB ni de mention de Nature et Progrès ?

Vincent : Il est clair que pour la vente, le fait de ne pas avoir de label ou de mention n'aide pas, et du coup, la relation de confiance à établir avec le consommateur est plus longue mais plus intéressante.

C'est un choix difficile mais motivé principalement pour des raisons politiques, je rejette le principe du contrôle, une relation de confiance doit pouvoir s'établir avec notre « clientèle » qui sera exclusivement locale. Nous vendons sur les marchés locaux, en direct, les gens nous connaissent, nous échangeons avec eux. Le contrôle peut sans doute se justifier pour ceux qui vendent en boutique ou à l'exportation. Maintenant, est-il normal que ce soit ceux qui ne polluent pas qui doivent payer un contrôle ? Même s'il y a la possibilité de récupérer le prix du contrôle (avec des subventions), le système est quand même injuste, nous devons avancer des fonds alors que les pollueurs eux, ne sont pas contrôlés sur les produits qu'ils utilisent ! C'est le monde à l'envers.

Sur la question des labels il faut quand même distinguer le label AB de la mention « Nature et Progrès ». La nouvelle législation a fait baisser le niveau d'exigence du label AB, alors que le cahier des charges de « Nature et Progrès » reste une référence. Il reste des points imprécis chez Nature et Progrès, comme l'usage du fumier non-bio, le compostage.

L'Alter : quelle est votre pratique culturelle ?

Vincent : à peu de choses près, nous suivons le cahier des charges de « Nature et Progrès », avec parfois un niveau d'exigence supérieur. Alors évidemment semences bio, terre bio, pas d'engrais chimiques ni de traitements de synthèse, ni désherbants, insecticides etc ... nous apprécions la liberté que nous donne le fait de ne pas subir de contrôle, nous nous imposons nos propres règles. Nous suivons de près l'évolution des techniques en agriculture biologique ou biodynamique. Une des difficultés actuelles est de trouver du fumier bio.

L'Alter : quelle est la difficulté principale que vous rencontrez ?

Vincent : l'accès à la terre est la principale difficulté que rencontrent beaucoup de jeunes agriculteurs comme nous. Nous avons une foule d'exemples qui montre que la SAFER joue un rôle ambigu, les pressions des grands propriétaires sont souvent déterminantes pour écarter les jeunes comme nous, même pour des petites surfaces.

L'Alter : ceci peut être considéré comme un appel ?

Vincent : oui, il est clair que nous cherchons des terres.

L'Alter : comment peut-on vous joindre et acheter vos légumes ?

Vincent : tous les samedis matin au marché de Cordes et au 05 63 56 33 20

Propos recueillis par Claude Le Guerranic

PROMMATA est une association 1901 dont le siège social et l'atelier sont situés à l'ancienne gare de Rimont en Ariège. Elle a été constituée essentiellement pour rendre service et soutenir, dans leur démarche d'autonomie, les personnes qui travaillent en traction animale. PROMMATA compte à ce jour 350 adhérents et propose plusieurs activités : elle accompagne et conseille les porteurs de projets, elle informe en publiant « La Lettre aux Adhérents », elle fait la promotion et la démonstration du Mamata.

Voire sur le site internet de Prommata plus d'infos et tout le réseau associatif qui est lié. Tél 05 61 96 36 60

Ouvrage :

« Machines Modernes A TRACTION ANIMALE : Itinéraire d'un inventeur au service des petits paysans »

Jean Nolle – AFDI L'HARMATTAN, GRET, 1986.

Le sport versus le poétique: Addendum au manifeste des 9 intellectuels ultramarins

Le conflit guadeloupéen, et plus généralement antillais, est-il en passe d'être résolu? Il est permis d'en douter de par la sortie du MEDEF local et de la CGTPME de la table de négociations. Deux réflexions à ce sujet: premièrement la résolution de ce conflit microcosmique est secondaire, deuxièmement toute résolution de ce type ne peut être que partielle et insatisfaisante; compromis pour les travailleurs, compromissions pour les syndicats. Les vraies questions ne sont pas résumées ni d'un côté à ces misérables 200 euros, lorsque l'on sait que certaines familles de békés possèdent plus de la moitié des richesses antillaises, ni de l'autre l'autonomie ou l'indépendance des départements ou des territoires d'outremer alors que l'homme devrait s'orienter vers une Œcuménopolis, c'est-à-dire la suppression de toutes les frontières.

L'ennemi de l'intérieur

Pour en revenir au conflit « régional » des Antilles qui pourrait s'étendre au-delà, ce que les puissants craignent et les pauvres espèrent, j'ai relu le manifeste des neuf intellectuels antillais¹, une bouffée d'intelligence et d'utopie créatrice. Le concept dominant est le « poétique ». Celui-ci englobe l'art, la philosophie, le temps libre, la spiritualité, l'amour. Quel homme, digne d'être humain, renierait-il ces paroles-là? Nous devons dire merci à ces éclaireurs, à ces visionnaires, ces défricheurs qui tout à coup nous réveillent, nous tirent de notre torpeur médiocre et égoïste. Alors pourquoi intituler cet article « addendum »? Moi qui ne suis ni antillais ni intellectuel, je me permets de revenir sur les pensées généreuses, génératrices, régénératrices de ces docteurs en intelligence. Pour deux raisons. Tout d'abord parce que croire à un guide, à un maître à penser, c'est récrire un théisme fut-il athée; aucune pensée, si brillante soit-elle, n'est définitive et ne recèle en elle seule toute la

Vérité. Ensuite parce que plus prosaïquement, à côté de ces termes puissamment libérateurs, traîne un autre terme « sport ».

Sport et poétique

Soyons clair! Il n'y a pas, il n'y aura jamais de poétique du sport! Sans doute, ce terme, employé par des intellectuels était-il bien innocent. Sans doute voulaient-ils dire « activité physique » ou mieux « expressivité du corps »²... Mais le distinguo est d'importance. Le sport n'est qu'un instrument au service d'un pouvoir et qui aliène les corps, notamment ceux des jeunes des Antilles, parce que les corps des Noirs possèdent certaines qualités explosives. Conserver ce concept dans une perspective, une prospective utopiques, c'est conserver en son sein le poison mortel du capitalisme comme l'a démontré si brillamment et à de multiples reprises Jean-Marie Brohm.³ S'il fallait justifier une telle confusion par les auteurs du manifeste, peut-être pourrions nous invoquer la difficulté qu'ils ont eu, eux-mêmes, de se faire une place, non pas au soleil, mais dans le monde si hermétique, si sectaire des intellectuels. Ils ont peut-être dû se battre, plus que des « blancs » de métropole pour vivre de leur plume et quelles que fussent leurs qualités. Le délit de faciès existe, profondément ancré, dans nos civilisations européennes pour des jeunes issus de l'immigration. Les jeunes français ultramarins n'échappent pas, non plus, à cette discrimination. Ces neuf intellectuels ont, donc, je reste dans la supposition, sacrifié à la compétition. Voilà pourquoi, ils croient pouvoir dissocier une saine compétition et une malsaine, la dopée, dans le sport.

Ben Johnson, Carl Lewis: à tricheur,

² Titre de la thèse de troisième cycle de Michel Bernard / 1976

³ À ce sujet, lire notamment « Critique du sports », « Sociologie politique du sport » /1976; « Les meutes sportives »/ 1993; La tyrannie sportive – Théorie critique d'un opium du peuple: 2006 et nombre d'articles de la revue « Quel Corps »

¹ Manifeste de neuf intellectuels antillais pour des sociétés posts-capitalistes, le Monde 16/02/2009

tricheur et demi

Or cette distinction n'existe pas, n'a jamais existé! Une anecdote exemplaire pour étayer mon propos. Tous les téléspectateurs de plus de trente ans, se souviennent de la dramatique histoire du coureur Ben Johnson. Ce champion et recordman du monde a été plusieurs fois condamné pour dopage, jusqu'à la suspension finale, à vie en 2006. Dans le duel que Ben Johnson menait avec Carl Lewis, la presse et l'opinion publique a eu tôt fait de vilipender le tricheur au tas de muscles hypertrophié et de valoriser le bel athlète longiligne, félin. Or, que s'est-il passé? Ben Johnson fut ridiculisé aux jeux de Los Angeles en 1984, face à un Carl Lewis, grand héros et héraut du sport américain qui ne remporta pas moins de quatre médailles d'or en 200m, longueur, 4 X 100 mètres et surtout dans la discipline reine, le 100 mètres, dans laquelle Ben Johnson ne finit que médaille de bronze à 33 centièmes de son vainqueur. Trois ans plus tard, Ben Johnson, transformé, écrasait son adversaire de toujours, aux championnats du monde de Rome, et établissait un fabuleux record du monde (9"83) qui semblait, alors, impossible à battre. Il le fut, malgré tout, en 2002, par Tim Montgomery, accusé, également de dopage puis par Astafa Powel en 2005. Ce dernier n'a jusqu'à ce jour pas été accusé de tricherie à cause de recours à des produits dopants. Ce qui ne veut pas dire qu'il n'ait pas abusé, lui aussi, de « substances valorisantes », tant l'athlétisme, comme tant d'autres sports, a été mis sur le banc des accusés ces 20 dernières années.

Où voulais-je en venir? On peut très bien conclure: eh bien! les tricheurs démasqués ont été punis, et tout est pour le mieux dans le meilleur des mondes sportifs, et la lutte difficile contre le dopage et la tricherie doit continuer! Le sport n'est nullement en cause de quoi que ce soit. La preuve, même les neuf intellectuels antillais l'intègre dans un poétique d'un avenir humain. La réalité est tout autre. Il n'est nul besoin de revenir à la célèbre maxime romaine, « du pain et des jeux », pour comprendre que le sport porte, en lui-même ses germes de détournement du peuple des vraies valeurs sociales mais surtout de « thanatisation » des rapports humains. Peut-on dire que Carl Lewis a autant triché que son adversaire? N'en déplaise à tous les admirateurs de sa magnifique foulée, oui! En 2003, un dossier de l'USOC (détection du comité olympique américain) l'a nommé

incriminé dans la prise de produits, bien moins forts que les anabolisants absorbés par Ben Johnson mais qui ont amélioré son temps de réaction.

Mais surtout le problème n'est pas là! Carl Lewis était biologiquement taillé, façonné pour courir le 100, le 200 mètres ou pourtant sauter très loin. Où en est la gloire? Là réside sa tricherie symbolique. Pourquoi cet homme ne s'est-il pas confronté aux gymnastes ou aux haltérophiles? Parce qu'il aurait été ridicule! Mais également parce que le sport implique une hyper spécialisation et une rentabilisation à outrance du corps humain. Cela pour des gains mirifiques mais réservée à une caste extrêmement limitée, car pour un élu, combien d'appelés, combien de sacrifiés, de cassés et même dans certains cas de morts?

Vae victis !⁴

Ben Johnson, condamné à être troisième, était, également, condamné à vivre dans une quasi clandestinité, voire dans une quasi misère. Parle-t-on jamais du quatrième lors des compétitions? Non, si ce n'est pour dire que c'est la plus mauvaise place. Que dire alors de tous ceux qui suivent et dont on parle encore moins si ce n'est lors de comptes-rendus nationalistes, rarement objectifs... Le sport reproduit à merveille le système capitaliste que dénoncent les neuf intellectuels. La sélection, la compétition, le rejet de l'autre, le chacun pour soi. Et si l'on m'argue que les sports collectifs développent la relation de soutien et de solidarité, je répondrai que cela n'est encore qu'une façade. Cette solidarité n'existe qu'au sein d'une équipe qui veut encore et toujours tuer l'autre, et, au sein même de cette équipe, dans laquelle la hiérarchie perdure, la pseudo solidarité n'est vraie que pour les heureux élus qui ont été qualifiés dans l'équipe en question. Et « Vae victis ». Nos neuf sages, ne devraient surtout pas oublier le nombre impressionnant de jeunes africains, trompés par le miroir aux alouettes que représente le football actuel, qui sont sélectionnés par des marchands de bétails, qui les abandonnent en Europe souvent sans argent et sans papier. Et ces jeunes portent en eux l'immense honte d'avoir failli alors qu'ils étaient la seule chance d'une famille ou d'un village pour sortir de la misère. Ils ne devraient pas oublier, non plus, ces athlètes des pays

⁴ « Malheur aux vaincus. »

pauvres qui couraient, nu-pieds ou presque, face à des cybernanthropes vivants.

Dans le poétique, tout doit servir à laisser une trace pour les générations futures, à améliorer l'apport de la civilisation pour l'homme comme pour la planète. Qu'apporte le sport? Même pas un mieux-être physique, cela c'est l'activité physique, mais le sport pousse l'homme à toujours faire reculer ses limites, souvent jusqu'à la rupture. Et si l'on me rétorque que je n'ai parlé, jusqu'ici que du sport de compétition, je dirai que la compétition entre deux êtres ou entre plusieurs ou même contre soi-même, est incluse dans la définition même du sport.

Pour conclure, je demanderais bien aux neuf intellectuels de pardonner mon outrecuidance, mais lorsque je lis, un peu plus loin, dans

l'article que le « travail à l'origine était inscrit dans un système symbolique et sacré (d'ordre politique, culturel, personnel) qui en déterminait les ampleurs et le sens », je dirai que cette référence à un travail libérateur, est tout aussi utopique que de croire en un bon sport. Le travail ne doit mener qu'à une seule chose, sa disparition. Les seules activités qui valent sont les activités de recherche, de création, tout le reste sera un jour, je l'espère, effectué par des machines. À chacun ses utopies...

**Bernard Sabathé Professeur agrégé
d'éducation physique.**

En marge du Tour de France : L'AlterTour 2009

Visite des fermes pédagogiques, des AMAP, des maisons Bioclimatiques... Nous participerons à des conférences sur le rapport entre les agriculteurs et la grande distribution, la décroissance, la lutte contre les OGM, les énergies bio, l'accès au foncier... Cette année, l'AlterTour réalisera notamment des contrôles inopinés anti-dopage électromagnétique.

Vous avez la possibilité de participer au plus grand relais cycliste solidaire organisé en France ! L'AlterTour dénonce le dopage des sols, de l'économie, mais aussi contre celui des sportifs : nous ne vous demanderons donc pas d'exploit physique. Vous pourrez effectuer une à six heures de vélo par jour selon vos envies et vos possibilités du moment.

Il ne vous reste que quelques jours pour vous inscrire à cet événement sportif, festif et militant. Le circuit passe peut-être à côté de chez vous ; consultez notre site Internet <http://www.altertour.net> pour prendre connaissance du parcours.

Nous vous attendons à la période de votre choix entre le 4 juillet et le 8 août 2009 pour découvrir des alternatives à la crise sociale, économique et écologique.

Voici un petit avant goût tout en image : <http://vimeo.com/2266509>

Pour vous inscrire, envoyer votre fiche d'inscription (en pièce jointe) à Patricia Millot : pat.millot@laposte.net

La semaine de résistance à l'aéroport de Notre Dame des Landes + le 1er Camp Action Climat français, aura lieu du 1 au 9 août 2009 à côté de Nantes.

- <http://www.campclimat.org/>

LE VIEIL ARABE et l'informatique

Un vieil Arabe vit depuis plus de 40 ans dans les montagnes des Alpes de Haute Provence. Il aimerait bien planter des pommes de terre dans son jardin, mais il est tout seul, vieux et faible. Il a eu la chance de participer à des séances d'initiation à l'informatique. Il envoie alors un courriel à son fils qui étudie à Paris pour lui faire part de son problème.

Cher Ahmed, Je suis très triste car je ne peux pas planter des pommes de terre dans mon jardin. Je suis sûr que si tu étais ici avec moi, tu aurais pu m'aider à retourner la terre. Ton père qui t'aime. Jamil.

Le lendemain, le vieil homme reçoit ce courriel :

Cher Père, S'il te plaît, ne touche surtout pas au jardin! J'y ai caché ce que tu sais. Moi aussi je t'aime.

Ton fils Ahmed.

- **À 4 heures du matin** arrivent chez le vieillard, la Brigade Antiterroriste, le GIGN, les RG, le FBI, la CIA et même TF1, Antenne 2, FR3 Marseille. Ils fouillent tout le jardin, millimètre par millimètre, et repartent bredouilles.

Quelques heures plus tard, le vieil homme reçoit un nouveau courriel de son fils :

Cher Père,

Je suis certain que la terre de tout le jardin est désormais retournée et que tu peux planter tes pommes de terre. Je ne pouvais pas faire mieux. Ton fils qui t'aime, Ahmed.

COMMUNIQUE

Le RESEDA, le fleur-épine des Euro-méditerranéens

par Geneviève Confort-Sabathé

Si l'on s'en tient aux exemples fameux des bouleversements du passé, on se rend compte que leurs prémices avaient pris corps dans les comportements populaires. La plupart du temps, les théoriciens sont à la ramasse, ils courent derrière l'évolution anarchique des hommes, tendus vers la recherche d'un peu plus de bonheur. Le rôle qui leur est dévolu n'est pas mince pourtant : les intellectuels contribuent à donner du sens au sang.

Le RESEDA, Réseau Euro-méditerranéen Social Ecologique Démocratique Altermondialiste, se veut avant tout un réseau de transfert de connaissances, un lieu d'éducation citoyenne et d'autoformation. Mais il est aussi un réseau d'idées politiques à faire vivre des deux côtés de la Méditerranée.

On pourrait nous objecter que le qualificatif d'Euro-méditerranéen est bien réducteur alors que nous nous réclamons de l'altermondialisme. Au risque de d'apparaître contradictoire, notre discours est pragmatique.

Si nous voulons que notre Utopie soit un tant soit peu réaliste, il nous est imposé de savoir rester à notre place.

Nous qualifier d'Euro-méditerranéens, c'est simplement reconnaître humblement que notre ambition est d'apporter notre pierre à l'édifice du dépassement du capitalisme au plan mondial en travaillant là où nous sommes. Que nous le faisons dans la pleine reconnaissance de l'autonomie de pensée de nos « frères en Humanité », que nous ne pouvons parler qu'en notre nom, nous Euro-méditerranéens.

Au fond, cette conception signifie, si on veut bien la voir globalement, non pas qu'un autre monde est possible mais bien que d'autres mondes sont possibles.

Le RESEDA n'entreprend pas de repenser les idées existantes si elles sont belles et novatrices mais il entend rendre visibles et lisibles les opinions les plus originales en matière d'économie, de social, de culture, d'écologie, de paix, d'Europe, etc.

Le RESEDA ne vend pas une idéologie programmatique clé en mains mais défend des idées injustement bannies des grands médias et néanmoins susceptibles de changer l'utopie d'aujourd'hui en vérité de demain.

Le RESEDA souhaite rejoindre la Fédération et en a fait la demande officielle. Notre réseau entend, en effet, peser dans les choix politiques

des majorités de gauche dans tous les exécutifs, locaux, régionaux et nationaux.

Pour en savoir plus sur le RESEDA, la fleur-épine plantée de le pied d'argile du capitalisme pourrissant, rejoignez-nous sur notre site :

<http://reseda.ouvaton.org/>

EXTRAIT DU COMPTE RENDU DE LA SOIREE CONSACREE A LA DEMOCRATIE LE 16 MAI 2009 A VAOUR (TARN) INTERVENTION DE JEANPIERRE PETIT GRAS

Introduction et système des cargos dans la tradition indigène et le mouvement zapatiste

Bonjour, je fais partie de ces individus qui ont eu l'occasion, et la chance, je crois qu'on peut le dire comme cela, de se rendre au **Chiapas**, dans les zones où les indigènes zapatistes se sont soulevés, dressés face à un système qui les privait de tout : terre, nourriture, logements décentes, santé, travail, éducation, et construisent depuis 1994 une société autonome et originale dans ce coin perdu, et pourtant très beau, du sud-est mexicain.

Ces gens, que l'on appelle des « indiens » se reconnaissent, eux, comme « indigènes ». Ils se distinguent du reste de la population (du Mexique, par exemple), par le fait qu'ils vivent dans des communautés (villages) sur un même territoire. La propriété privée de la terre n'existe pas pour eux (c'est une aberration, la terre mère est sacrée... on dit souvent, et eux mêmes le disent, mais pas pour la galerie, que c'est nous qui appartenons à la terre). Le territoire fait l'objet d'une gestion collective, dans le cadre d'une organisation horizontale, démocratique, très précise, qui s'appuie également sur des tâches effectuées collectivement de manière régulière.



*Subcommandante Marcos,
leader de la révolution
zapatiste, 1994*

La conservation de la pratique de leurs langues (au Chiapas on parle encore une dizaine de langues mayas, plus le zoque), le fait de partager une vision du monde et des traditions culturelles communes, sont, enfin, les autres éléments qui caractérisent ces populations indigènes. Il me semble donc important de dire d'emblée un certain nombre de choses :

En premier lieu, on est saisi par la force des zapatistes, par la fermeté de leur résistance. Ceci, alors que leur situation pourrait sembler extrêmement précaire : dans les régions des Altos (les Hautes Terres), l'absence de place pour cultiver et vivre est flagrante, les habitations, les champs de maïs, les troupeaux de moutons et les gens se partagent des territoires manifestement trop petits, d'autant plus qu'une bonne partie de cette région, entre 2200 et 2800 mètres d'altitude, est abrupte... vraiment pas le lieu idéal pour faire passer une charrue. Dans la forêt Lacandone et les vallées qui la traversent, la prolifération des installations militaires et celle des groupes paramilitaires, ainsi que la construction de routes et autoroutes, les projets touristiques (rebaptisés écotouristiques, le pouvoir n'ayant jamais peur des mots!), l'implantation de cultures industrielles, toute cette avancée du monde capitaliste moderne, dans lequel des groupes humains autonomes, non soumis au salariat ou aux lois du marché, n'ont évidemment plus leur place, tout cela semble imparable.

Pourtant, malgré cette pression économique et militaire de la « guerre de basse intensité » que

lui livrent les gouvernements locaux (notamment celui de l'état du Chiapas, dirigé par le PRD, membre de l'I.S.) et celui de la république fédérale, les zapatistes construisent ce qu'ils appellent **leur « autonomie »**. Ayant coupé tout lien d'inféodation avec ceux qu'ils désignent sous le terme de « mauvais gouvernements », les zapatistes ont instauré, dans les 5 sortes de « capitales régionales » qu'ils nomment des « caracoles » (escargots), 5 structures d'auto-gouvernement, **les « Conseils de Bon Gouvernement »** (ou encore : Juntas de Buen Gobierno).

Ils ont mis en place leur propre système de santé autonome : des cliniques, des microcliniques, des dispensaires et des équipes de promoteurs de santé qui se rendent de communauté en communauté, aussi bien pour assurer des soins que pour renforcer la prévention, mais aussi pour recueillir les savoirs des plus âgés, notamment des femmes, en matière de plantes médicinales, de suivi des grossesses et des accouchements, etc. Ils possèdent leur système scolaire : des écoles secondaires où sont formés les promoteurs d'éducation, des jeunes gens et jeunes filles qui retournent ensuite dans leur communauté pour définir, en liaison avec les adultes et autres autorités locales, les programmes de ce qu'ils vont enseigner aux enfants dans l'école du village.

La police et la justice sont directement assurées au niveau des quel-ques 1400 communautés, des municipales autonomes (il y en a 38) et des Juntas de Buen Gobierno, dans les caracoles.

Enfin, au plan économique, le travail collectif pour la production alimentaire (champs de maïs, de haricots, rizières ou potagers, bétail), pour la répartition et la commercialisation des excédents, permet une redistribution, notamment en direction des plus âgés et des malades, ainsi que pour soutenir l'effort de celles et ceux qui travaillent dans la santé, l'éducation, etc.

Cette organisation est à vrai dire assez impressionnante : malgré l'évidente pauvreté, les tensions et la violence, le travail parfois rude (en premier lieu pour les femmes), on peut voir que les populations zapatistes sont en mouvement, actives, solidaires, et que leurs constructions vont de l'avant. La tranquillité, la joie de vivre et d'être ensemble ne

sont pas pour la photo. Tout cela se voit, se respire et se sent pour qui séjourne quelque temps parmi eux. Les zapatistes n'ont pas inventé cette organisation communautaire. Le système découle d'une tradition ancienne, très probablement bien antérieure à l'arrivée des Espagnols au début du XVIème siècle, et qui a subsisté en dépit, et contre la dure oppression qu'ils ont dû subir (s'il fallait donner un chiffre, rappelons que plus de 90% des Amérindiens ont été anéantis en 150 ans de domination européenne). Ce système ancien s'appuie sur ce que l'on appelle en espagnol les « cargos », les charges. Il s'agit de responsabilités à caractère rotatif et révocable, non rémunérées, attribuées dès l'adolescence aux membres de la communauté. Ceci pour une durée d'un an, avec des périodes de « repos » entre deux exercices de ces « charges ». Les charges concernent un éventail très large de tâches et d'activités, qui vont généralement du plus simple au plus complexe, par exemple de l'entretien d'un lieu de culte, d'un chemin ou des abords d'une source, à l'organisation des fêtes religieuses et à l'exercice de la justice, en passant par la police et différentes fonctions « administratives »... L'individu qui s'est acquitté correctement des différents échelons de ces tâches fera partie, avec les années, des « anciens », des « autorités » de la communauté. Le système colonial a bien évidemment influé, depuis 500 ans, sur l'organisation de ces « charges » (la dénomination même des cargos, leur hiérarchisation et le contrôle des responsables par l'administration et les autorités religieuses ont permis aux Espagnols, et plus tard à l'état indépendant du Mexique d'affiner leur domination sur les indiens). Ces responsabilités varient d'une région à l'autre, avec l'inclusion ou non des femmes (dans l'immense majorité des cas, écartées des responsabilités « extérieures » dans les systèmes sociaux hiérarchisés). Le pouvoir a tenté de contrôler les communautés, à travers les caciques, quelque soit la forme employée pour leur nomination. Mais il n'est jamais parvenu à faire disparaître le principe de ce gouvernement par en bas, au niveau du village, en dehors (et souvent contre elles) des autorités d'un état sur lequel elles n'ont aucune prise.

Les zapatistes de l'EZLN n'ont fait que reprendre et perfectionner l'organisation de

ces cargos, en y réintroduisant la participation des femmes, et en les débarrassant, évidemment, du contrôle de l'administration et des « mauvais gouvernements ».

Les cargos permettent la mise en marche et le fonctionnement de l'autonomie. Notons que les promoteurs de santé, d'éducation et de communication (les hommes et femmes qui participent à la circulation de l'information, à la fabrication de documentaires, etc), entrent dans ce cadre des charges. La non rémunération, compensée par les coups de main donnés pour les travaux agricoles, ou une aide en nature rendue possible grâce au travail collectif, est toujours une des caractéristiques essentielles du système des charges. Même chose pour la révocabilité, la rotation, etc.

La désignation des responsabilités se fait par consensus, dans le cadre des assemblées de la communauté. Etre désigné pour l'une d'elles est un honneur, une reconnaissance, et l'individu se doit bien sûr d'être à la hauteur.

La communauté se dote ainsi des moyens de transmettre et d'utiliser au mieux les compétences de ses membres dans les différents domaines, en adéquation avec ses besoins, coutumes et intérêts, à la recherche d'une harmonie réelle entre ses habitants, mais aussi avec les communautés voisines. Les zapatistes ont étendu le système des charges au fonctionnement de leur auto-gouvernement, c'est à dire à la désignation des personnes qui vont siéger, pour une période déterminée, dans les « municipales autonomes », qui regroupent chacun des dizaines de communautés, et aux « Conseils de Bon Gouvernement » des 5 régions géographiques du Chiapas indigène rebelle. Dans ce dernier cas, celui des Conseils de Bon Gouvernement (Juntas de Buen Gobierno), les hommes et les femmes désignées pour gouverner leur région ont un « mandat » qui court sur 3 ans, mais ne siègent que par rotation, pendant des périodes de 10 jours. Une fois terminées ces périodes, chacun repart dans sa communauté, vaquer à ses occupations « ordinaires ». Ce système permet à un maximum de personnes d'apprendre l'auto-gouvernement. Les zapatistes reconnaissent qu'ils perdent probablement en efficacité, en suivi des dossiers, etc., mais insistent sur l'énorme avantage de ce partage réel, par en

bas, des responsabilités les plus importantes. Une dernière remarque : les zapatistes tsotsil d'Oventik appellent leur « Conseil de Bon Gouvernement » Snail tzobombail yu'un lekil J'amteletik , ce qui veut dire, à peu près, la maison de réunion pour ceux qui travaillent au bien commun...

Les mayas ont bien fait quelques emprunts à la langue espagnole, pour nommer des objets ou des animaux qu'ils ne connaissaient pas avant l'arrivée des envahisseurs : vakax, par exemple, pour désigner une vache, ou mexa, pour la table, mesa en espagnol. Mais ils n'ont jamais adopté des mots concernant des concepts leur paraissant trompeurs : le mot « démocratie », entre autres, n'est pas dans leur dictionnaire. La défense de leurs langues sert aussi à cela, ne pas se laisser manipuler. L'assemblée de la communauté indigène zapatiste : son rôle et son fonctionnement. Tout d'abord, n'étant ni agent secret, ni insurgé zapatiste, ni membre d'une communauté indigène, je n'ai que peu d'expériences vécues à raconter sur les assemblées des communautés zapatistes. D'autant plus que la compréhension des discussions demanderait une maîtrise linguistique que je suis très loin d'avoir. Ajoutons des témoignages directs et quelques lectures. Etant collectivement propriétaires (il vaudrait mieux dire « responsables ») du territoire de leur communauté, ses membres sont placés dans une situation, comment dire, « objective » d'égalité et de corresponsabilité. Par ailleurs, de nombreux éléments de leur culture, de leur cosmovision, y compris de la structure de leurs langues, des traditions viennent conforter ce refus de la hiérarchie, cette affirmation d'une égalité de condition et de droits entre les individus. On peut citer à ce propos, parmi bien d'autres exemples relevés par des historiens, la coutume consistant à confier à une personne qui s'était enrichie dans le cadre de son activité (commerce, etc.) la charge de mayordomo, c'est à dire de responsable de l'organisation des fêtes religieuses dans la communauté. Cette charge représentait à la fois un honneur, une reconnaissance, mais aussi beaucoup de frais, pour la personne ainsi honorée, qui devait payer de sa poche les dépenses liées aux multiples fêtes (feux d'artifice, boissons, nourriture, etc.), et se retrouvait « à sec » à la fin de l'exercice de sa charge... Une façon élégante d'empêcher

que les disparités sociales s'installent dans le village, non ?

L'assemblée a pour objet l'organisation de la gestion collective de ces biens communs : des biens fonciers, c'est à dire les terres, ainsi que les bois, les cours d'eau et les sources, les ressources qui s'y trouvent. Mais également les biens immatériels : la vie culturelle, religieuse et festive, les rapports sociaux, la transmission des savoir, la santé, la sécurité, etc.

Les terres, dans les zones rebelles zapatistes, sont soit divisées en parcelles attribuées aux familles, transmissibles de père en fils (chez les zapatistes une fille peut hériter d'une parcelle, mais ce n'est pas encore généralisé), mais bien évidemment inaliénables, c'est à dire que l'on ne peut les vendre ou les acheter, les soustraire au territoire de la comunidad. On a donc affaire à un droit d'usage, et non au droit de propriété.

Ou bien, les parcelles agricoles (les champs de maïs, de haricots, de riz ou d'autres cultures) sont cultivées collectivement, et les fruits des récoltes sont partagés au sein de la communauté. C'est le cas, généralement, dans les terres récupérées après le soulèvement de 1994. La gestion des terres et des ressources, à laquelle il faut ajouter l'organisation du travail collectif (qui est la norme, même dans les zones où les parcelles sont individuelles), plus les questions sociales, politiques et culturelles, font donc l'objet de décisions communes, prises en assemblée pour les plus importantes. La composition de l'assemblée :

Tous les membres de la communauté peuvent (et doivent, sauf raison particulière) y participer. Hommes, femmes, enfants (tant qu'ils ne s'endorment pas...)

Le déroulement :

Tout le monde a le droit à la parole. Le principe de l'égalité entre les individus est très fort chez eux. L'idée que personne ne vaut plus qu'un autre semble l'évidence la plus élémentaire. En général, c'est une « autorité », ou bien un membre de la communauté ayant un problème particulier à poser, qui présente le débat.

Ensuite, vient un moment où tout le monde, quasiment, parle. On peut avoir l'impression d'une confusion.

Puis c'est de nouveau un ancien, une autorité, qui prend la parole pour tenter d'ex-primer l'avis général : « la communauté pense que... »

Il peut être approuvé, ou contesté dans sa synthèse. Dans le premier cas, un « accord », verbal, est pris. Cette décision fera office de loi jusqu'à la prochaine assemblée. Pas besoin de procès-verbal, de papier, d'huissier ou de caméra vidéo. **La parole est sacrée.**

Dans le deuxième cas, s'il y a contestation, la discussion reprend de plus belle. Si on arrive à un consensus, la décision est prise.

Dans le cas contraire, on ne prend pas de décision, on la remet à plus tard. Il n'y a pas de vote, pour passer en force, ni à 50,01%, ni à 75%... La cohésion de la communauté demande le consensus, l'unanimité, et refuse la division, y compris celle qu'engendrerait l'imposition d'une décision de la majorité sur une minorité.

Les décisions concernent quasiment tout : désignation des charges de responsabilités (les cargos dont on a parlé), organisation du travail collectif, questions de solidarité, d'éducation, plus les différents et conflits éventuels, qu'il est important de régler, et bien sûr tout ce qui concerne l'implication de la communauté dans la résistance et la construction de l'autonomie. Ceci au niveau local, à celui des « municipios » (municipalités) autonomes, et des Conseils de Bon Gouvernement.

La recherche de l'harmonie est une constante, à la fois au sein de la communauté et au niveau des relations de voisinage : le compromis est souhaité pour tout conflit interne ou externe (territoire, contestation, comportements vus comme répréhensibles ou nuisibles : par exemple coupe de bois vert, coupe de bois près d'une source, vol éventuel).

Tout le monde connaît tout le monde, dans des communautés assez réduites (quelques centaines d'habitants au maximum). On ne parle donc pas pour s'assurer une position dominante, ou pour épater la galerie. Répétons le, la vision qui domine est celle de l'intérêt commun, bien réel et qu'il faut préserver et renforcer. Dans un système où les moyens de production (les terres) ne sont pas privés, et où les responsabilités sont rotatives et peuvent faire l'objet d'une révocation, ce mode de fonctionnement paraît naturel et logique.

L'assemblée peut durer longtemps. Les gens sont rompus à ce genre d'exercice, car ils passent énormément de temps à parler

ensemble. La participation des femmes, et d'autres facteurs non négligeables, comme l'absence de consommation d'alcool, sont des éléments qui viennent renforcer leur efficacité. La gaieté cohabite avec le sérieux, dans ce genre de réunions.

Dans les communautés zapatistes, les activités liées à la résistance, aux conflits multiples avec les autorités officielles (l'occupation militaire, avec 60 000 soldats, et la pression policière, qui multiplie les provocations), qu'elles soient locales, régionales (l'état du Chiapas, dirigé par le gouverneur « de gauche » Juan Sabines) ou nationales (au niveau de l'état fédéral, dirigé par l'extrême droite Felipe

Calderón), ou encore avec les villages non-zapatistes (priistes, perredistes, voir paramilitaires, car le conflit autour des terres est aigu, le gouvernement proposant de redistribuer les terres occupées après 1994, en parcelles privées), rendent ces palabres et ces assemblées plus qu'indispensables.

Conclusions provisoires :

Le résultat de ces pratiques, c'est la force de la pensée collective, des questions réfléchies ensemble, et des décisions appliquées une fois prises.

Il est difficile de s'expliquer autrement la résistance que sont capables d'opposer les communautés et les organisations zapatistes à

la guerre de basse intensité que leur livre le pouvoir depuis plus de 15 ans.

Cet autogouvernement zapatiste, qui est certainement loin d'être parfait, représente à la fois la récupération d'une tradition (que d'autres communautés ont abandonnée ou dévoyée, sous la pression notamment des manoeuvres de division opérées par les différents pouvoirs, externes et internes, des illusions engendrées par un progrès qui n'en est pas un, de la soumission à l'état providence, qui n'a pourtant jamais raté une occasion pour les mettre au pas) et un énorme effort d'imagination et de construction. Pour refaire l'autonomie dont les indigènes ont besoin, s'ils veulent continuer à être ce qu'ils sont, à mener la vie qu'ils considèrent comme seule souhaitable, sur ce qu'ils ont de plus cher : leurs terres communes.

On pourrait conclure par quelque chose comme : la démocratie (le pouvoir du peuple), ne peut exister que si un peuple l'exerce réellement et directement : pour cela il lui faut partir d'en bas, ne pas déléguer, s'appuyer sur sa culture, sur une égalité concrète entre les individus, sur la gestion collective et solidaire de ses biens les plus précieux, ceux qui rendent la vie possible et belle. C'est à mon avis la leçon que l'on peut tirer de l'expérience zapatiste.

Le Génie d'un lieu

Extrait de « Quinson sur Verdon, découverte d'un village en Haute Provence », avec l'aimable autorisation de l'auteur « François Warin ».

La République au village

Un village de consulat

C'est bien avant la Révolution qu'il faut remonter pour voir se mettre en place, à Quinson, une organisation politique qui permet aux villageois de prendre en charge la chose publique (la res publica) et de se gouverner eux-mêmes.

Sans doute le village dépendait-il sous l'ancien régime du chapitre de Barjols auquel il payait la dîme, et du seigneur de La Roquette. Ceux-ci se partageaient les revenus du péage perçus pour la traversée du pont mais entretenaient le chemin de Barjols qui passait alors par Saint-Julien. Le village relevait aussi sur le plan administratif de la viguerie de Moustiers et sur le plan religieux de l'évêché de Riez. Barjols, Riez,

Moustiers, l'horizon de voisinage des villageois s'est constitué très anciennement en fonction de ces rapports de dépendance avec les autorités politiques, religieuses, fiscales.

La création des départements à la Révolution modifiera un peu la donne en allant à contre-courant des échanges commerciaux qui suivaient plutôt la pente des eaux et regardaient vers le sud. Elle renforce, en effet, le poids de ce qu'on va appeler pendant longtemps les Basses-Alpes au détriment du Haut Var et confirme l'autorité des villes de Riez et de Digne (la préfecture). A la seule exception de La Verdrière, les rapports avec les voisins

immédiats de Saint Laurent, d'Esparron-du-Verdon et d'Albosc, fondés sur le partage de propriétés communes, ont été toujours conviviaux.

La situation de Quinson dans la toile des relations commerciales et politiques s'est toujours accompagnée d'un fort sentiment d'autochtonie. Avant la révolution industrielle, tout le monde naissait, vivait et mourait au village et les événements de l'histoire nationale n'y parvenaient que d'une façon étouffée à l'occasion du passage des armées qui allaient guerroyer aux frontières ou des récits de voyageurs, commerçants... On conçoit, dans ces conditions, que le village ait aspiré, depuis le XIII^e siècle, à se constituer en commune libre. Il se dote très tôt d'un conseil communal démocratiquement élu.



L'une des nombreuses fontaines de Quinson – photo C.Le Guerrannic

Chaque année le conseil de la communauté se réunissait pour élire (on disait « ballotter ») les trois consuls qui étaient trois comme les trois catégories de citoyens qu'ils élisait. Le premier consul, le maire, était élu par les avocats, les chirurgiens et les bourgeois – roturiers aisés, cultivés et oisifs. Ils avaient achetés des biens et vivaient de leurs rentes. Le deuxième consul était élu par les artisans et les ménagers (ceux qui possédaient de 10 à 15

hectares). Le troisième consul l'était par les travailleurs (ceux qui possédaient moins de 5 hectares). Le Conseil constitué de 24 membres était renouvelé par tiers tous les ans. Un greffier, deux maîtres de police, quatre auditeurs des comptes et trois exacteurs, chargés de répartir l'impôt de capitation, étaient également élus.

Les charges rémunérées de garde-bois, fossoyeur, boucher, valet de ville (crieur public, facteur), trésorier, rabassier étaient mises aux enchères dégressives et permettaient de donner un emploi à la main d'oeuvre des paysans sans terre et des artisans sans échoppe. En fonction de son âge et de son appartenance de classe. Chaque habitant avait son rôle dans la communauté. Aux jeunes, dirigés par *l'abbat* (l'abbé de la jeunesse), revenait l'organisation des fêtes, aux adultes le guet, la défense, le soin du social et du sanitaire. Le capitaine de guet était souvent un noble, le premier consul sortant était responsable de la charité et c'était un fils de bourgeois qui était promu *abbat* de la jeunesse.

Comme en témoigne cette petite bourgade de Quinson à la romanité bien affirmée, le succès de l'institution consulaire, qui assurait aux communautés une autonomie municipale, fut très grand en France méridionale. Mais les magistratures vont être accaparées par les plus riches, et la monarchie va regarder d'un mauvais oeil les communes trop indépendantes. Bientôt, ainsi à Puimoisson, les paysans brûleront la commanderie des chevaliers de Malte où se trouvaient entreposés tous les documents de propriété.

Le village sous la révolution :

l'arbre tordu de la liberté

La République c'est d'abord une culture de la citoyenneté, la conviction que la servitude ou l'inégalité est le principe du mal en politique. C'était là très clairement le message de Jean-Jacques Rousseau, le message du seul philosophe que le peuple ait appelé de son prénom au moment même où il inscrivait sur ses drapeaux la fière devise venue du plus profond du *contrat* : la liberté ou la mort. C'est bien pénétrés de cette croyance et forts de cette conviction que des citoyens organisent à Quinson dès 1789, à côté du corps municipal, une société de 119 membres, constituée essentiellement d'artisans, de travailleurs, de quelques ménagers – auxquels s'ajoute le notaire

Sixte Beausset qui pourtant n'hésite pas à cacher son frère, prêtre réfractaire – société qui a parfaitement conscience d'inaugurer une autre histoire, une histoire dont le peuple veut être désormais l'acteur principal.

Rien de plus émouvant en effet que de constater, à la lecture des registres de la société républicaine, que comme un feu dévorant, le civisme – ce qu'on appelait alors la vertu – s'est emparé de ses membres. « *La démocratie est fondée sur la vertu* » avait écrit Montesquieu, formule à laquelle Rousseau avait ajouté un peu plus tard, « *on a tout avec de l'argent, hormis des mœurs et des citoyens* ». C'est bien le goût de la chose publique qui pousse ceux qui désormais s'appellent frères à se réunir plusieurs fois par décade, à faire la chasse aux tièdes, à ceux qui se sont trop longtemps attardés aux bouchons des bouchons – bistrots – seront d'ailleurs bientôt fermés et les jeux de boules interdits pendant les séances de la société – et à changer d'officiers tous les mois afin que soit respectée la stricte démocratie.



*Clocher de Quinson, faut-il faire sonner Edmonde ?
photo C.Le Guerrannic*

C'est une nouvelle histoire que les frères entendent écrire sur la page blanche de la France Révolutionnaire, et on les voit, discuter sans fin pour savoir, par exemple, s'il est républicain d'appeler les citoyens aux séances en se servant d'Edmonde, le grosse cloche – symbole selon eux du fanatisme et de la superstition – de l'église, rebaptisée « Temple de la raison ». Et puisqu'il s'agit d'en finir avec les privilèges, on met à l'ordre du jour la démocratisation du droit de chasse, la vente de la maison du ci-devant et de son fusil, le partage des terres jusqu'ici arrentées de la Séouve et de Malassoque. C'est avec une totale bonne volonté et beaucoup de candeur que les frères cherchent à comprendre les lois nouvelles et à les appliquer : ils demandent des explications à Digne, ils n'hésitent pas à envoyer une délégation de 25 personnes à Fox pour demander aussi des éclaircissements au franc maçon Barras alors représentant du peuple.

En thermidor ils remercieront le même Barras pour son rapport sur la conjuration de Robespierre et applaudiront sans sourciller à la nouvelle de sa condamnation.

Ils pensaient recommencer à zéro, le vocable de révolution, importation de l'astronomie, le dit assez – mais ils étaient comme nous tous des passants et des passeurs, des transmetteurs pris à leur insu dans une tradition (tradere c'est transmettre) et dans une dynamique – celle, en l'occurrence, plusieurs fois séculaire des pénitents. Car c'est bien l'héritage des confréries de pénitents si caractéristiques de la France méridionale qui transpire à travers tous leurs faits et gestes : non seulement la société assume leur fonction hospitalière d'assistance – aide à la veuve et à l'orphelin – mais c'est dans la même salle humide qu'elle se réunit, et quand tous les membres se mettent solennement debout pour prêter serment de vivre libre ou de mourir, quand ils entonnent les hymnes patriotiques, les psaumes révolutionnaires, lorsqu'ils lisent le décalogue républicain et se réunissent au cri de : Vive la République ! Vive les assignats ! Vive le maximum (sur les prix) ! - c'est encore un très ancien rituel, un rituel religieux de part en part qu'ils rééditent à leur façon.

La marche civique du 14 juillet jusqu'à la place de la fraternité voit d'ailleurs, au milieu des salves d'artillerie, le cortège des officiers, le notaire, le juge de paix...accompagnés de deux vieillards portant les tables de la loi et un rameau

d'olivier.

Mais on ne peut pas hélas ! Dissimuler la distorsion qui progressivement s'installe entre tous ces idéaux révolutionnaires et la réalité des préoccupations quotidiennes des villageois : quel que soit l'écho qu'ait trouvé la Révolution dans cette France profonde, il y a des souilles qui continuent de déborder, les puits qui sont pollués, les arbres qu'il faut écheniller, le pain blanc comme le pain bis du boulanger qui est mauvais et trop cher, les égoïstes qui gardent pour eux leur huile, les voleurs de brebis qui récidivent, les conscrits qui bien souvent n'ont pas la hauteur requise, les désertions qui se multiplient alors que la patrie est en danger...Impossible d'oublier la rudesse des temps et la difficulté de vivre dans ce village surpeuplé, la courbe démographique étant alors

à son sommet.

Emblématique de ce malentendu ou de cette distorsion est la plainte du citoyen Bertrand, le 15 brumaire de l'an III : il demandait paiement du peuplier coupé dans sa propriété, peuplier avec lequel on faisait l'arbre de la liberté. Il a trouvé tordu le peuplier qui lui a été donné en échange. Et bientôt l'arbre de la liberté planté devant la salle de séance est gagné lui-même par la pourriture et menace de tomber. L'arbre mort est finalement vendu deux francs au citoyen Giraud et M.Monge invite la commune à en replanter un autre alors que le projet de partage des terres est semble-t-il, lui, tombé dans l'oubli...La têtue, la dure réalité résiste, la liberté, les citoyens en font la difficile épreuve, il va falloir sans cesse la réinventer.

BULLETIN D'ABONNEMENT

Je m'abonne au mensuel « L'Altermondialiste »(11 numéros l'an)

1) par courriel

5€

2) En allant chercher mon journal dans l'un des lieux de dépôt-vente
(indiquez le lieu choisi, liste des dépôts page 2))

10€

J'adhère à l'Association Utopia Citée (éditrice de L'Altermondialiste)

10€

Adresser le bulletin d'abonnement à « L'Altermondialiste » Chez M.Varene Au Village 81170 SOUEL
Chèque à l'ordre de Claude Le Guerrannic « l'alter ».

NOM et PRENOM :.....

ADRESSE POSTALE :.....

TEL :.....

EMAIL :.....

A titre provisoire nous interrompons les abonnements papier par envoi postal, ceci dans l'attente de pouvoir bénéficier du tarif spécial presse, merci de votre compréhension